

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 mai 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,
T. KELCHTERMANS

MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 1028

8 NOVEMBRE 1988. — Arrêté portant création de la Cellule Permanente Education pour la Santé et relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'éducation pour la santé ainsi qu'au subventionnement de programmes d'action ou de recherche en éducation pour la santé

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;
Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;
Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel qu'il a été modifié par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 mars 1988;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de régler, sans délai, les modalités d'agrément et de subventionnement d'organismes d'éducation pour la santé, jusqu'à ce jour non-coordonnées, selon des règles favorisant la continuité, la rigueur et la coordination de leur action;

Sur la proposition du Ministre ayant la Santé dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif du 8 novembre 1988,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- Ministre : le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a la santé dans ses attributions;
- Education pour la santé : le processus d'apprentissage dont le but est de faciliter l'adoption de comportements favorables à la santé dans le chef des individus, des familles, des groupes et des communautés. Les approches utilisées vont de l'instruction d'un comportement spécifique à l'apprentissage d'un processus de décision individuel ou collectif;
- Services d'éducation pour la santé : les services qui constituent l'infrastructure permanente permettant de mettre sur pied des programmes d'éducation pour la santé. Ces services sont à la disposition de toute personne relais ou institution qui souhaite mener des activités d'éducation pour la santé. Il existe trois types de services : le centre de coordination communautaire, les commissions locales de coordination, les services aux éducateurs;
- Centre de coordination communautaire : le service chargé de la coordination de l'éducation pour la santé au sein de la Communauté française. Cet organisme a également pour rôle de mettre à la disposition des éducateurs toutes les informations concernant les services et les commissions locales de coordination;
- Commissions locales de coordination : les services qui aident les acteurs locaux à mettre sur pied des actions d'éducation pour la santé;
- Services aux éducateurs : les services chargés d'un aspect logistique précis qui va permettre de réaliser des programmes d'éducation pour la santé;
- Programmes d'éducation pour la santé : les programmes qui s'appuient sur l'infrastructure permanente afin de mener à bien un objectif limité dans le temps, l'espace ou la thématique. Les programmes peuvent être mis sur pied par un service d'éducation pour la santé agréé ou par tout autre organisme, pouvoir public, etc... L'aspect par définition non-permanent d'un programme implique un financement par subvention. Il y a deux types de programmes d'éducation pour la santé : les programmes d'action et les programmes de recherche;
- Programmes d'action : les programmes qui visent à mener à bien une action d'éducation pour la santé dont les objectifs sont précis et limités dans le temps, l'espace ou la thématique. Trois types de programmes d'action peuvent être mis sur pied :
 1. Les programmes communautaires qui ont une action sur le plan d'ensemble de la Communauté française.
 2. Les programmes pilotes qui réunissent les conditions de reproductibilité suffisante sur le plan communautaire.
 3. Les programmes spécifiques qui ont une action sur un plan régional ou local et constituent une réponse à un problème de santé spécifique sur le plan local;
- Programmes de recherche en éducation pour la santé et donc complémentaires aux recherches effectuées dans d'autres disciplines notamment l'épidémiologie, la psychologie, la sociologie, la pédagogie.

CHAPITRE II. — *Création, composition et missions de la Cellule Permanente Education pour la Santé*

Art. 2. Il est créé auprès du Ministre une « Cellule Permanente Education pour la Santé » dénommée ci-dessous « la Cellule ».

Art. 3. La Cellule est composée de :

- a) Quatre membres choisis au sein des services d'éducation pour la santé agréés;
- b) trois membres choisis au sein des écoles de santé publiques pour autant qu'elles ne soient représentées en a);
- c) deux membres choisis au sein des organisations mutualistes pour autant qu'elles n'aient été représentées en a);
- d) trois membres choisis au sein des organismes non agréés ayant réalisé au moins deux programmes d'action ou de recherche au cours des trois dernières années;
- e) trois membres choisis parmi les professionnels de la santé;
- f) un membre du centre de coordination communautaire de l'éducation pour la santé.

Art. 4. Les membres sont nommés par le Ministre.

La durée de leur mandat est de quatre ans; ce mandat est renouvelable.

Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.

Art. 5. Sont membres de plein droit de la Cellule :

Le directeur général de la santé de la Communauté française.

Le président du Conseil communautaire consultatif de Prévention pour la Santé.

Un membre du service administratif chargé de l'éducation pour la santé.

Un membre du service administratif chargé de l'Inspection Médicale scolaire.

Un représentant du Ministre qui a la politique de la santé dans ses attributions.

Un représentant du Ministre qui a l'Inspection Médicale Scolaire dans ses attributions.

Un représentant du Ministre qui a l'éducation permanente dans ses attributions.

Art. 6. Le secrétariat de la Cellule est confié à un fonctionnaire de la Direction générale de la Santé. La Cellule établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre.

Art. 7. La Cellule a pour mission :

- de proposer au Ministre des axes prioritaires dans le domaine de l'éducation pour la santé dans un cadre général de santé publique et de diminution des coûts des services et des soins;
- de recueillir les priorités arrêtées par le Ministre et sur base de celle-ci d'établir des recommandations qui pourront être traduites de manière opérationnelle;
- de rendre publics au moins annuellement les recommandations mentionnées ci-dessus ou, à défaut, les axes prioritaires tels que définis ci-dessus;
- de donner, à la demande du Ministre, des avis sur l'opportunité d'agréer et de subventionner les services d'éducation pour la santé et sur l'opportunité de subventionner les programmes d'action ou de recherche en éducation pour la santé.

CHAPITRE III. — *Conditions d'agrément et de subventionnement des services d'éducation pour la santé*

Section 1. — Le Centre de coordination communautaire

Art. 8. Le Centre de coordination communautaire a pour mission de :

- diffuser toutes les informations concernant les services aux éducateurs et les commissions locales;
- organiser la centralisation et la diffusion des informations, documents, stratégies d'interventions et méthodes;
- centraliser et diffuser les informations en provenance des Commissions locales, notamment celles concernant les besoins de la population locale, les activités et projets en cours et leur évaluation;
- transmettre aux Commissions locales les informations concernant les priorités définies par le Ministre;
- organiser un lieu de rencontre et des groupes de travail à la demande du Ministre ou de la Cellule.

Art. 9. Pour obtenir l'agrément et le conserver, l'organisme chargé de la coordination doit satisfaire aux conditions suivantes :

- Etre une personne morale.
- Exercer son champ d'activité sur l'ensemble de la Communauté française.
- Rendre des services au profit des commissions locales, des services aux éducateurs, des personnes relais et des organismes locaux ou régionaux sans distinction de tendance philosophique, politique et religieuse;
- Assurer la formation continue des animateurs des Commissions locales de coordination.
- Employer à temps plein un chef de projet de niveau universitaire ou A1, un animateur de niveau A1, une personne chargée du secrétariat.
- Compter au moins trois ans d'existence et d'activité en éducation pour la santé au moment de la demande d'agrément.
- Présenter chaque année un bilan d'activité et d'évaluation pour les douze derniers mois ainsi qu'un plan d'activité définissant :
 - les objectifs pour les trois années à venir;
 - les objectifs opérationnels et la planification pour les quinze mois à venir

Art. 10. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre octroie une subvention au Centre de coordination communautaire agréé.

Cette subvention annuelle est d'un montant de 5 000 000 francs et est adaptée selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation.

Section 2. — Les Commissions locales de coordination

Art. 11. Un maximum de 10 Commissions locales de coordination, réparties sur l'ensemble du territoire de la Communauté française, sont agréées. Elles ont pour mission de :

- mettre à la disposition des relais locaux toutes les informations concernant les services et programmes communautaires;
- mettre à la disposition des relais locaux : informations, documents, stratégies d'interventions et méthodes,

- transmettre au Centre de Coordination Communautaire les informations en provenance de la population et des intervenants locaux;
- favoriser l'intégration des actions locales dans le cadre des priorités définies par le Ministre;
- organiser un lieu de rencontre et organiser des groupes de travail en vue de favoriser les synergies locales.

Art. 12. Pour obtenir l'agrément et le conserver, les Commissions locales de coordination doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Etre une personne morale.
- Rendre un service sur le plan local au profit des personnes relais et des organismes locaux sans distinction de tendance philosophique, politique et religieuse et dans un souci de coordination intersectorielle.
- Employer à temps plein un animateur de niveau A1 ou universitaire.
- Présenter chaque année un bilan d'activité et d'évaluation pour les douze derniers mois ainsi qu'un plan d'activité définissant :
 - les objectifs pour les trois années à venir;
 - les objectifs opérationnels et la planification pour les quinze mois à venir.

Art. 13. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre octroie une subvention aux commissions locales de coordination agréées.

Cette subvention annuelle est d'un montant de 2 000 000 francs et est adaptée selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation.

Section 3. — Les services aux éducateurs

Art. 14. Les services aux éducateurs ont pour mission de répondre à un besoin logistique ou méthodologique permanent au profit des éducateurs pour la santé, principalement via les commissions locales de coordination. L'ensemble du réseau des services aux éducateurs devra notamment remplir les missions suivantes :

- recueillir et diffuser des programmes, des documents ou des données documentaires, sociologiques, épidémiologiques, économiques, etc... utiles en éducation pour la santé;
- offrir une assistance méthodologique ou logistique aux organismes actifs en éducation pour la santé, en priorité pour les programmes au niveau de l'ensemble de la Communauté française et pour des programmes de caractère expérimental ou prioritaires;
- mettre à la disposition des intervenants locaux, principalement via les commissions locales de coordination, des méthodes, programmes ou modules pédagogiques adaptés aux divers publics cibles, et leur conseiller le matériel pédagogique le plus adéquat. Au besoin, créer ou susciter la création de ce matériel;
- favoriser la concertation thématique, interthématique et intersectorielle entre groupes et/ou personnes relais;
- tenir à jour des fichiers de structures ou personnes relais;
- informer les organismes actifs en éducation pour la santé des manifestations, actions, publications sur les plans internationaux, nationaux, communautaires et locaux.

Art. 15. Pour obtenir l'agrément et le conserver les organismes doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Etre une personne morale.
- Employer du personnel pour l'équivalent de 2 temps plein.
- Ne pas faire double emploi avec un service existant.
- Exercer son champ d'activité sur l'ensemble de la Communauté française.
- Rendre un service au profit des personnes relais et des organismes locaux sans distinction de tendance philosophique, politique et religieuse.
- Compter au moins trois ans d'existence et d'activité au moment de la demande de reconnaissance.
- Présenter chaque année un bilan d'activité et d'évaluation pour les douze derniers mois ainsi qu'un plan d'activité définissant :
 - les objectifs pour les trois années à venir;
 - les objectifs opérationnels et la planification pour les quinze mois à venir.

Art. 16. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre octroie une subvention aux services aux éducateurs agréés.

Cette subvention annuelle est d'un montant de 3 000 000 francs et est adaptée selon les dispositions légales et réglementaires en matière de liaison des prestations à l'indice des prix à la consommation.

CHAPITRE IV. — Procédure d'agrément des services d'éducation pour la santé

Art. 17. Toute demande d'agrément doit être adressée au Ministre et à la Direction Générale de la Santé de la Communauté française.

Pour être recevable, la demande d'agrément doit être accompagnée :

- des statuts de l'organisme;
- des bilans financiers et du rapport d'activité des trois années précédant la demande;
- des documents établissant la réalisation des conditions correspondant au type de service pour lequel l'agrément est demandé.

Art. 18. L'administration compétente instruit la demande et, dans le mois de la réception de la demande, communique le dossier ainsi que sa proposition, pour avis, à la Cellule. L'absence d'avis de la Cellule dans un délai de quatre mois à dater de la réception du dossier est considérée comme l'approbation de la proposition de l'Administration.

Lorsque l'Administration compétente et/ou la Cellule émettent une proposition motivée de refus ou de retrait d'agrément, l'Administration informe l'organisme qu'il dispose d'un mois pour introduire un mémoire justificatif auprès d'elle-même et auprès de la Cellule.

Dans les six mois de la demande d'avis, l'Administration compétente transmet sa proposition au Ministre, pour décision, ainsi que l'avis de la Cellule et le mémoire justificatif éventuel.

Art. 19. L'agrément peut être retiré, suivant une procédure analogue à celle de l'octroi d'agrément, dans l'hypothèse où l'organisme ne remplit plus toutes les conditions fixées aux articles 9, 12 et 15 ou précisées lors de son agrément.

Le Ministre notifie par recommandé la décision motivée de retrait d'agrément. En cas de retrait de l'agrément, la subvention sera supprimée à dater du 6e mois suivant celui de la notification par recommandé.

CHAPITRE V. — *Subventionnement des programmes d'éducation pour la santé**Section 1. — Les programmes d'action en éducation pour la santé*

Art. 20. Pour être susceptible d'être subventionné, tout programme d'action d'éducation pour la santé doit satisfaire aux conditions suivantes :

- être organisé par une personne morale;
- être mis sur pied au profit de l'ensemble ou d'une partie de la population de la Communauté française;
- répondre à un besoin majeur et s'inscrire dans les priorités définies par le Ministre et précisées par la Cellule;
- présenter un budget prévisionnel et un plan d'activité précisant les objectifs généraux, les objectifs opérationnels et la planification du programme;
- ne pas faire double emploi avec un programme existant;
- travailler en coordination avec les services aux éducateurs agréés;
- prévoir une évaluation du programme;
- au terme du programme, présenter en cinq exemplaires un bilan d'activité et rendre publics les résultats de l'action sous forme d'un résumé succinct pour l'information immédiate des organismes concernés.

Art. 21. Dans la limite des crédits disponibles, le Ministre peut octroyer des subventions aux organismes afin de mettre en œuvre les programmes d'action en éducation pour la santé.

Section 2. — Les programmes de recherche en éducation pour la santé

Art. 22. Les programmes de recherche en éducation pour la santé doivent répondre aux politiques d'éducation pour la santé définies et donc soutenir les programmes prioritaires correspondant à ces politiques.

Complémentairement aux programmes pilotes ainsi qu'aux évaluations prévues dans les programmes d'action, les types de programmes de recherche suivants peuvent être mis sur pied :

- les recherches comparatives de stratégies ou méthodes;
- les recherches de développement de politiques ou de curriculum de formation;
- les enquêtes relatives aux besoins ou aux connaissances de populations.

Art. 23. Pour être susceptible d'être subventionné, tout programme de recherche en éducation pour la santé doit satisfaire aux conditions suivantes :

- être organisé par une personne morale;
- concerner l'ensemble ou une partie de la population de la Communauté française;
- répondre à un besoin majeur et s'inscrire dans les priorités définies par le Ministre et précisées par la Cellule;
- présenter un budget prévisionnel et un protocole de recherche justifiant l'objet, les objectifs et les méthodes de la recherche sur base de références d'études scientifiques. Joindre la planification de la recherche à un résumé succinct de ce protocole;
- au terme du programme, présenter un rapport de recherche en cinq exemplaires et rendre publics les résultats de la recherche sous forme d'un résumé succinct pour l'information immédiate des organismes concernés.

Art. 24. Dans la limite des crédits disponibles et sans pour autant dépasser 10 % du budget global de l'éducation pour la santé, le Ministre peut octroyer des subventions aux organismes afin de mettre en œuvre les programmes de recherche en éducation pour la santé.

Section 3. — Procédure de subventionnement des programmes d'action ou de recherche

Art. 25. Toute demande de subvention d'un programme doit être adressée au Ministre et à la Direction Générale de la Santé de la Communauté française.

Pour être recevable, la demande de subvention doit être accompagnée de tout document établissant la réalisation des conditions correspondant au type de programme pour lequel une subvention est demandée.

L'administration compétente instruit la demande et, dans les quinze jours, communique le dossier ainsi que sa proposition, pour avis, à la Cellule. L'absence d'avis de la Cellule dans un délai de un mois à dater de la réception du dossier est considérée comme l'approbation de la proposition de l'Administration. Dans les deux mois de la réception de la demande d'avis, l'Administration compétente transmet sa proposition au Ministre, pour décision, ainsi que l'avis éventuellement émis par la Cellule.

CHAPITRE VI. — *Les Comités d'accompagnement*

Art. 26. Pour chaque service ou programme d'éducation pour la santé il est créé un comité d'accompagnement dont la mission est d'évaluer le travail accompli et de veiller à la cohérence des objectifs poursuivis et des moyens mis en œuvre selon le plan d'activité.

Ce comité est composé de deux représentants du Ministre dont un représentant du service administratif chargé de l'éducation pour la santé, d'un représentant du Secrétariat Général, de l'Inspecteur des finances ainsi que d'un représentant de la Cellule.

Le rapport du Comité d'accompagnement est transmis au Ministre ainsi qu'à la Cellule.

CHAPITRE VII. — *Les subventions*

Art. 27. Les subventions des services d'éducation pour la santé sont liquidées sous forme d'avances trimestrielles égales au quart de 90 % de la subvention octroyée. La liquidation du solde s'effectuera après production des comptes de recettes et dépenses relatifs à cette subvention.

La subvention accordée aux services d'éducation pour la santé est destinée à couvrir des frais de personnel et de fonctionnement. Cette subvention peut également couvrir des frais de voyage d'étude, de biens d'équipement et de matériel durable moyennant accord préalable du Ministre lorsque la dépense excède 100 000 francs.

Les services d'éducation pour la santé ainsi que les organismes chargés d'un programme d'action ou de recherche s'engagent à :

- Fournir annuellement un bilan et compte d'exploitation permettant le contrôle financier suivant des modalités déterminées par l'Exécutif sur proposition du Ministre compétent.
- Accepter la vérification par les services du Ministre de la comptabilité ainsi que la conformité des activités aux conditions d'agrément du service ou d'acceptation du programme.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 28. Entre le 1^{er} janvier 1989 et le 31 décembre 1990, le secrétariat central de la Fares remplit provisoirement les missions de Centre de coordination communautaire. Les Commissions sectorielles de la Fares remplissent provisoirement les missions de Commissions locales de coordination en éducation pour la santé. Ces missions sont remplies dans le cadre des budgets qui leur sont attribués en vertu de la réglementation existante.

Les organismes souhaitant être agréés en tant que Centre de coordination communautaire ou de Commissions locales de coordination en éducation pour la santé doivent se faire connaître et présenter leur dossier de candidature avant le 31 mars 1990.

Conformément à la procédure décrite à l'article 18, le Ministre agréera avant le 30 septembre 1990 les organismes qui rempliront les missions de Centre de coordination communautaire ainsi que les Commissions locales de coordination en éducation pour la santé. L'agrément de ces organismes produit son effet à partir du 1^{er} janvier 1991. Le financement de ces services proviendra de la restructuration des institutions de prévention de la tuberculose dépendantes de la Fares et/ou des provinces.

Art. 29. Par dérogation aux modalités d'agrément visées ci-dessus, les services d'éducation pour la santé repris en annexe du présent arrêté sont agréés d'office.

Ces organismes doivent présenter pour le 30 juin 1989 les rapports dont il est fait mention à l'article 15 du présent arrêté. A défaut de remplir cette formalité l'organisme est censé refuser l'agrément et tenu de rembourser à la Communauté française les sommes éventuellement perçues.

Art. 30. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juin 1987 réglant l'agrément et la subvention d'association ou d'organismes dont l'objet est la prévention du syndrome d'immunodéficience acquise (S.I.D.A.) est abrogé.

Par dérogation à l'article 7 du présent arrêté, la cellule permanente S.I.D.A. remplit exceptionnellement les missions de la Cellule et ce, pour une durée d'un an renouvelable, dans le domaine du S.I.D.A., et à l'exception des avis et procédures concernant l'agrément et la subvention des services d'éducation pour la santé.

Art. 31. Le Ministre de la Communauté française qui a la politique de la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Bruxelles, le 8 novembre 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
C. PICQUE

Annexe à l'arrêté portant création de la Cellule d'éducation pour la santé et relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'éducation pour la santé ainsi qu'au subventionnement de programmes d'action ou de recherche en éducation pour la santé

Sont agréés en tant que services aux éducateurs :

* *L'équipe Education et Promotion Santé de l'Ecole de Santé publique de l'Université Libre de Bruxelles* avec pour mission d'assurer la coordination d'une équipe interuniversitaire chargée de gérer le « Service banque de données en éducation pour la santé ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- récolter des données sociologiques, épidémiologiques, économiques, etc. utiles en éducation pour la santé;
- publier les données les plus pertinentes;
- fournir aux organismes actifs en éducation pour la santé des données utiles pour leur action.

* *Le Réseau des Enseignements en Santé Ouverts aux adultes de la Faculté de Médecine de l'Université Catholique de Louvain* avec pour mission d'assurer la coordination d'une équipe interuniversitaire chargée de gérer le « Service de documentation en éducation pour la santé ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- récolter et gérer les données documentaires en éducation pour la santé notamment listes d'adresses d'organismes, bibliographies, programmes et matériels éducatifs;
- organiser un réseau décentralisé permettant l'accès direct des utilisateurs aux fichiers.

* *L'Association pour la Promotion de l'Education pour la Santé* avec pour mission d'assurer la coordination d'une équipe interuniversitaire chargée de gérer le « Service d'assistance en méthodologie et en évaluation en éducation pour la santé ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- offrir une assistance méthodologique aux organismes actifs en éducation pour la santé, en priorité pour les programmes au niveau de l'ensemble de la Communauté et pour des programmes de caractère expérimental;
- publier des résultats des évaluations dans la mesure où ils sont susceptibles d'être utiles à d'autres;
- assurer des formations en méthodologie et en évaluation (publications, journées d'études...).

* *La Croix-Rouge de Belgique* avec pour mission d'assurer la gestion du « Service jeunes en âge scolaire ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la concertation interthématique entre groupes et/ou personnes s'adressant aux jeunes en âge scolaire;
- offrir une aide logistique aux structures et aux organismes d'éducation pour la santé qui souhaitent s'adresser aux jeunes en âge scolaire;
- tenir à jour un fichier de relais, notamment d'enseignants, infirmières scolaires, animateurs de mouvements de jeunesse, de clubs sportifs...

* *L'Office de la Naissance et de l'Enfance* avec pour mission d'assurer la gestion du « Service petite enfance ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la concertation interthématique entre groupes et/ou personnes s'adressant aux futurs et jeunes parents et aux enfants avant l'âge scolaire;
- offrir une aide logistique aux organismes d'éducation pour la santé qui souhaitent s'adresser aux futurs et jeunes parents et aux enfants avant l'âge scolaire;
- tenir à jour un fichier de relais dans le domaine de la petite enfance, notamment de professionnels de santé, travailleurs sociaux...

Le budget de ce service est imputé au budget global de l'ONE.

* *L'Union Nationale des Mutualités Socialistes* avec pour mission d'assurer la cogestion d'une cellule de coordination intermutualiste chargée de :

1. gérer le « Service d'assistance à la création de groupes d'entraide ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la création de groupes d'entraide expérimentaux et les évaluer;
- offrir une aide méthodologique aux organismes qui souhaitent susciter la création de groupes;
- tenir à jour un fichier de groupes d'entraide, d'animateurs, de formateurs, etc...

2. gérer le « Service de diffusion à l'intention des relais sociaux ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- publier et diffuser un calendrier mensuel des activités d'éducation pour la santé;
- publier et diffuser un périodique trimestriel spécialisé en éducation pour la santé destiné à un public relais (communes, enseignants, éducateurs, personnel de santé...);
- sélectionner, publier et diffuser des programmes d'intervention prêts à être mis en œuvre par les relais (communes, enseignants, éducateurs, personnel de santé...).

* *L'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes*, avec pour mission d'assurer la cogestion d'une cellule de coordination intermutualiste chargée de :

1. gérer le « Service d'assistance à la création de groupes d'entraide ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la création de groupes d'entraide expérimentaux et les évaluer;
- offrir une aide méthodologique aux organismes qui souhaitent susciter la création de groupes;
- tenir à jour un fichier de groupes d'entraide, d'animateurs, de formateurs, etc...

2. gérer le « Service de diffusion à l'intention des relais sociaux ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- publier et diffuser un calendrier mensuel des activités d'éducation pour la santé;
- publier et diffuser un périodique trimestriel spécialisé en éducation pour la santé destiné à un public relais (communes, enseignants, éducateurs, personnel de santé...);
- sélectionner, publier et diffuser des programmes d'intervention prêts à être en œuvre par les relais (communes, enseignants, éducateurs, personnel de santé...).

* *La Médiathèque de la Communauté française de Belgique* avec pour mission d'assurer la gestion du « Service communication audio-visuelle en éducation pour la santé ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- gérer et diffuser une collection de documents pédagogiques audio-visuels et informatiques et les mettre à la disposition des organismes ou personnes. Publier le catalogue de cette collection;
- publier et diffuser des livrets pédagogiques complémentaires aux documents audio-visuels;
- gérer et diffuser une collection de spots d'éducation pour la santé;
- investir au minimum 1/5 de son budget en aide à la production, achat, adaptation, droit d'auteurs, de documents répondant aux besoins des utilisateurs.

* *Question Santé*, avec pour mission d'assurer la gestion du « Service communication mass media ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- offrir une aide aux organismes d'éducation pour la santé qui souhaitent utiliser des moyens de communication de masse;
- tenir à jour un fichier de journalistes, graphistes, imprimeurs, réalisateurs, scénaristes, acteurs, etc...;
- favoriser la concertation interthématique entre groupes et/ou personnes s'adressant aux adultes.

* *Le C.C.A.D.* avec pour mission d'assurer la gestion du « Service de coordination de la prévention des assuétudes ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la coordination entre groupes et/ou personnes travaillant dans le domaine;
- en collaboration avec les services communautaires spécialisés en communication et en méthodologie, mettre à la disposition des intervenants des modules pédagogiques adaptés aux divers publics cibles, et leur conseiller le matériel pédagogique le plus adéquat. Au besoin, créer ou susciter la création de ce matériel;
- collaborer avec le « Service banque de données » et le « Service de documentation » pour recueillir et diffuser les données et documents spécialisés.

* *Educa-Santé* avec pour mission d'assurer la gestion du « Service de coordination de la prévention des accidents domestiques ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la coordination entre groupes et/ou personnes travaillant dans le domaine;
- en collaboration avec les services communautaires spécialisés en communication et en méthodologie, mettre à la disposition des intervenants des modules pédagogiques adaptés aux divers publics cibles, et leur conseiller le matériel pédagogique le plus adéquat. Au besoin, créer ou susciter la création de ce matériel;
- collaborer avec le « Service banque de données » et le « Service de documentation » pour recueillir et diffuser les données et documents spécialisés.

* *L'ICAN* avec pour mission d'assurer la gestion du « Service de coordination-Alimentation ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la coordination entre groupes et/ou personnes travaillant dans le domaine;
- en collaboration avec les services communautaires spécialisés en communication et en méthodologie, mettre à la disposition des intervenants des modules pédagogiques adaptés aux divers publics cibles, et leur conseiller le matériel pédagogique le plus adéquat. Au besoin, créer ou susciter la création de ce matériel;
- collaborer avec le « Service de documentation » pour recueillir et diffuser les données et documents spécialisés.

* *Promocoop* avec pour mission d'assurer la coordination d'une cellule auxquels participent les associations représentants les consommateurs et les pharmaciens chargée de gérer le « Service thématique Bon usage du médicament ». Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la coordination entre groupes et/ou personnes travaillant dans le domaine;
- en collaboration avec les services communautaires spécialisés en communication et en méthodologie, mettre à la disposition des intervenants des modules pédagogiques adaptés aux divers publics cibles, et leur conseiller le matériel pédagogique le plus adéquat. Au besoin, créer ou susciter la création de ce matériel;
- collaborer avec le « Service banque de données » et le « Service de documentation » pour recueillir et diffuser les données et documents spécialisés.

* *Le Centre d'Education du Patient* avec pour mission d'assurer la coordination d'une équipe rassemblant les services chargés des soins du patient traités à l'hôpital et à domicile. Celui-ci aura notamment pour mission de :

- favoriser la concertation interthématique entre groupes et/ou personnes s'adressant aux patients;
- offrir une aide logistique aux organismes d'éducation pour la santé qui souhaitent s'adresser aux patients traités à l'hôpital ou à domicile;
- tenir à jour un fichier de relais.

Bruxelles, le 8 novembre 1988.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
C. PICQUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1026

8 NOVEMBER 1988. — Besluit houdende oprichting van de Permanente Cel van gezondheidsopvoeding en betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan diensten voor gezondheidsopvoeding alsook betreffende de toekenning van toelagen voor actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole; Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals het werd gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 31 maart 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nadere regels voor de erkenning en de toekenning van belagen aan instellingen voor gezondheidsopvoeding, die tot nu toe niet gecoördineerd zijn, zonder verwijl vastgesteld dienen te worden volgens regels die de continuïteit, de nauwgezetheid en de coördinatie van hun actie bevorderen;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 8 november 1988 genomen beslissing,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Definites*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

— Minister : de Minister van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort;

— gezondheidsopvoeding : het leerproces dat tot doel heeft de verwerving van gedragingen die gunstig zijn voor de gezondheid in de hand te werken bij individuen, gezinnen, groepen en gemeenschappen. De benaderingen die hier in aanmerking komen slaan enerzijds op het bijbrengen van een specifiek gedrag en anderzijds op het aanleren van een individueel of collectief beslissingsproces;

— dienst voor gezondheidsopvoeding : de diensten die de permanente infrastructuur uitmaken die het mogelijk maken programma's voor gezondheidsopvoeding op touw te zetten. Deze diensten zijn ter beschikking van iedere tussenpersoon of instelling die activiteiten voor gezondheidsopvoeding wenst te voeren. Er zijn drie typen van diensten : het communautair coördinatiecentrum, de plaatselijke coördinatiecommissies, de diensten voor opvoeders;

— Communautair Coördinatiecentrum : de dienst belast met de coördinatie van de gezondheidsopvoeding binnen de Franse Gemeenschap. Deze instelling heeft eveneens als opdracht ter beschikking van de opvoeders alle inlichtingen over de diensten en de plaatselijke coördinatiecommissies te stellen;

— plaatselijke coördinatiecommissies : de diensten die de op plaatselijk niveau werkzame personen helpen bij het tot stand brengen van acties voor gezondheidsopvoeding;

— diensten voor opvoeders : de diensten belast met een nauwkeurig logistiek aspect waardoor programma's voor gezondheidsopvoeding verwezenlijkt kunnen worden;

— programma's voor gezondheidsopvoeding : de programma's die op de permanente infrastructuur steunen om een doel te bereiken dat beperkt is in de tijd, de ruimte of de thematiek. De programma's kunnen op touw worden gezet door een erkend dienst voor gezondheidsopvoeding of door elke andere instelling, overheidsdienst, enz... Aangezien een programma per definitie niet permanent is, moet de financiering door middel van toelagen geschieden. Er zijn twee typen van programma's voor gezondheidsopvoeding : de actieprogramma's en de onderzoeksprogramma's;

— actieprogramma's : de programma's die tot doel hebben een actie voor gezondheidsopvoeding te voeren waarvan de doelstellingen nauwkeurig zijn en beperkt in de tijd, de ruimte of de thematiek. Er kunnen drie typen van actieprogramma's op touw worden gezet :

1 De communautaire programma's die een actie voeren in de gehele Franse Gemeenschap.

2 De proefprogramma's die voldoende voorwaarden vervullen om op communautair vlak toegepast te kunnen worden.

3. De specifieke programma's die op gewestelijk of plaatselijk vlak een actie voeren en een antwoord brengen op een specifiek gezondheidsprobleem op plaatselijk vlak;

— onderzoekprogramma's inzake gezondheidsopvoeding : de programma's voor een specifiek onderzoek inzake gezondheidsopvoeding, die dus komen bij het onderzoek verricht in andere disciplines zoals epidemiologie, psychologie, sociologie, pedagogie.

HOOFDSTUK II

Oprichting, samenstelling en opdrachten van de Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding

Art. 2. Er wordt bij de Minister een « Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding », hierna « de Cel » genoemd, opgericht.

Art. 3. De Cel is samengesteld uit :

- a) vier leden gekozen uit de erkende diensten voor gezondheidsopvoeding;
- b) drie leden uit de « écoles de santé publique », voor zover ze niet in a vertegenwoordigd zijn;
- c) twee leden gekozen uit de mutualiteitsorganisaties, voor zover deze niet in a vertegenwoordigd zijn geweest;
- d) drie leden gekozen uit de niet erkende instellingen die in de loop van de laatste drie jaren ten minste twee actie- of onderzoeksprogramma's hebben verwezenlijkt;
- e) drie leden gekozen uit de gezondheidswerkers;
- f) een lid uit het communautair coördinatiecentrum voor gezondheidsopvoeding.

Art. 4. De leden worden door de Minister benoemd.

De duur van hun mandaat is vier jaar; dit mandaat is vernieuwbaar.

Het lid dat ter vervanging van een ontslagnemend of overleden lid wordt benoemd, voleindigt het mandaat van dat lid.

Art. 5. Zijn van rechtswege leden van de Cel :

- de Directeur-Generaal van Gezondheid van de Franse Gemeenschap;
- de Voorzitter van de Gemeenschapsraad van advies voor Gezondheidspreventie;
- een lid van de administratieve dienst, belast met gezondheidsopvoeding;
- een lid van de administratieve dienst, belast met het Medisch Schooltoezicht;
- een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort;
- een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort;
- een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheid de permanente opvoeding behoort.

Art. 6. Het secretariaat van de Cel wordt door een ambtenaar van de Algemene Directie van Gezondheid waargenomen.

De Cel stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt het voor goedkeuring aan de Minister voor.

Art. 7. De Cel heeft als opdracht :

- aan de Minister prioritaire hooflijnen op het gebied van gezondheidsopvoeding voorstellen in een algemeen kader van volksgezondheid en verminderingen van de kosten van de diensten en de verzorging;
- kennis te nemen van de prioriteiten die door de Minister vastgesteld worden, en, op grond hiervan, aanbevelingen bepalen die op operationele wijze vertaald zullen kunnen worden;
- de hierboven vermelde aanbevelingen of, bij gebreke hiervan, de prioritaire hooflijnen zoals hierboven bepaald, ten minste jaarlijks openbaar te maken;
- op aanvraag van de Minister, adviezen te geven over de opportuniteit diensten voor gezondheidsopvoeding te erkennen en toelagen toe te kennen voor deze diensten, en over de opportuniteit toelagen toe te kennen voor de actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden waaronder de diensten voor gezondheidsopvoeding erkend kunnen worden en waaronder ze toelagen kunnen genieten*

Afdeling 1. — Het Communautair Coördinatiecentrum

Art. 8. Het Communautair Coördinatiecentrum heeft als opdracht :

- alle inlichtingen te verspreiden met betrekking tot de diensten voor opvoeders en de plaatselijke commissies;
- de centralisatie en de verspreiding van inlichtingen, documenten, handelingsstrategieën en methoden te organiseren;
- de inlichtingen te centraliseren en te verspreiden die komen uit de plaatselijke commissies, inzonderheid deze die betrekking hebben tot de behoeften van de plaatselijke bevolking, de aan de gang zijnde activiteiten en projecten en de evaluatie ervan;
- aan de plaatselijke commissies de inlichtingen door te zenden met betrekking tot de prioriteiten die door de Minister worden vastgesteld;
- op aanvraag van de Minister of van de Cel, een ontmoetingsplaats te vinden en werkgroepen te organiseren.

Art. 9. Om de erkenning te krijgen en te behouden, moet de instelling belast met coördinatie voldoen aan de volgende voorwaarden :

- een rechtspersoon zijn;
- haar activiteiten in de gehele Franse Gemeenschap uitoefenen;
- diensten bewijzen ten behoeve van de plaatselijke commissies, de diensten voor opvoeders, de tussenpersonen en de plaatselijke of gewestelijke instellingen, zonder onderscheid van filosofische, politieke en godsdienstige strekking;
- de permanente vorming van de animators van de plaatselijke coördinatiecommissies organiseren;
- een projectleider van universitair niveau of van het A1-niveau, een animator van het A1-niveau, een persoon belast met het secretariaat voltijds tewerkstellen;
- sedert ten minste drie jaar en activiteiten inzake gezondheidsopvoeding hebben uitgeoefend op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om erkenning;

- elk jaar een activiteiten- en evaluatiebalans voorstellen voor de laatste twaalf maanden alsmede een activiteitenplan met vermelding van :
 - de doelstellingen voor de volgende drie jaren;
 - de operationele doelstellingen en de planning voor de volgende vijftien maanden.

Art. 10. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kent de Minister een toelage toe aan het erkende Communautair Coördinatiecentrum.

Deze jaarlijkse toelage bedraagt 5 000 000 frank en wordt aangepast volgens de wettelijke en verordeningsoepalingen inzake koppeling van de prestaties aan het indexcijfer van de consumtieprijzen.

Afdeling 2. — De plaatselijke coördinatiecommissies

Art. 11. Er wordt een maximum van 10 plaatselijke coördinatiecommissies, verdeeld over het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap, erkend. Ze hebben als opdracht :

- alle inlichtingen over de communautaire diensten en programma's ter beschikking van de plaatselijke tussenpersonen te stellen;
- inlichtingen, documenten, handelingsstrategieën en methoden ter beschikking van de plaatselijke tussenpersonen te stellen;
- aan het Communautair Coördinatiecentrum de inlichtingen door te zenden die van de bevolking en de plaatselijk werkzame personen komen;
- de integratie te bevorderen van de plaatselijke acties in het kader van de prioriteiten die door de Minister worden bepaald;
- een ontmoetingsplaats te vinden en werkgroepen te organiseren om de plaatselijke samenwerkingsvormen te bevorderen.

Art. 12. Om de erkenning te krijgen te behouden, moeten de plaatselijke coördinatiecommissies voldoen aan de volgende voorwaarden :

- een rechtspersoon zijn;
- op plaatselijk vlak een dienst te behoeve van de tussenpersonen en de plaatselijke instellingen, zonder onderscheid van filosofische, politieke en godsdienstige strekking en met het oog op de coördinatie tussen de sectoren;
- een animator van het A1-niveau of van universitair niveau voltijds tewerkstellen;
- elk jaar een activiteiten- en evaluatiebalans voorstellen voor de laatste twaalf maanden alsmede een activiteitenplan met vermelding van :
 - de doelstellingen voor de volgende drie jaren;
 - de operationele doelstellingen en de planning voor de volgende vijftien maanden.

Art. 13. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kent de Minister een toelage toe aan de erkende plaatselijke coördinatiecommissies.

Deze jaarlijkse toelage bedraagt 2 000 000 frank en wordt aangepast volgens de wettelijke en verordeningsoepalingen inzake koppeling van de prestaties aan het indexcijfer van de consumtieprijzen.

Afdeling 3. — De diensten voor opvoeders

Art. 14. De diensten voor opvoeders hebben als opdracht in een permanente logistieke of methodologische behoefte te voorzien ten behoeve van de gezondheidsopvoeders, voornamelijk via de plaatselijke coördinatiecommissies. Het gehele net van de diensten voor opvoeders zal inzonderheid de volgende opdrachten moeten vervullen :

- programma's, documenten of documentaire, sociologische, epidemiologische, economische gegevens enz. verzamelen en verspreiden die nuttig zijn voor gezondheidsopvoeding;
- een methodologische of logistieke bijstand verlenen aan de instellingen die werkzaam zijn op het gebied van gezondheidsopvoeding, met voorrang aan de programma's op het niveau van de gehele Franse Gemeenschap en aan programma's met een experimenteel of prioritair karakter;
- pedagogische methoden, programma's of werkgroepen, aangepast aan de verschillende doelgroepen, voornamelijk via de plaatselijke coördinatiecommissies ter beschikking stellen van de personen die op plaatselijk niveau werkzaam zijn, en hun de geschiktste pedagogische middelen aanbevelen. Zo nodig, moeten deze middelen opgericht worden of moet de oprichting ervan aangemoedigd worden;
- het thematische, interthematische en intersectoriële overleg tussen groepen en/of tussenpersonen bevorderen;
- kaartsystemen van structuren of tussenpersonen bijhouden;
- de instellingen die werkzaam zijn op het gebied van gezondheidsopvoeding op de hoogte brengen van de manifestaties, acties, publicaties op internationaal, nationaal, communautair en plaatselijk vlak.

Art. 15. Om de erkenning te krijgen en te behouden, moeten de instellingen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- een rechtspersoon zijn;
- personeel voor het equivalent van twee voltijdse personen tewerkstellen;
- niet hetzelfde doen als een reeds bestaande dienst;
- haar activiteiten in de gehele Franse Gemeenschap uitoefenen;
- een dienst bewijzen ten behoeve van de tussenpersonen en de politieke en godsdienstige strekking;
- sedert ten minste drie jaar bestaan en activiteiten hebben uitgeoefend op het ogenblik van de indiening van de aanvraag om erkenning;
- elk jaar een activiteiten- en evaluatiebalans voorstellen voor de laatste twaalf maanden alsmede een activiteitenplan met vermelding van :
 - de doelstellingen voor de volgende drie jaren;
 - de operationele doelstellingen en de planning voor de volgende vijftien maanden.

Art. 16. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kent de Minister een toelage aan de erkende diensten voor opvoeders.

Deze jaarlijkse toelage bedraagt 3 000 000 frank en wordt aangepast volgens de wettelijke en verordeningsoepalingen inzake koppeling van de prestaties aan het indexcijfer van de consumtieprijzen.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor de erkenning van de diensten voor gezondheidsopvoeding*

Art. 17. Elke aanvraag om erkenning moet worden gericht aan de Minister en aan de Algemene Directie van Gezondheid van de Franse Gemeenschap.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om erkenning samen met de volgende stukken worden ingediend :

- de statuten van de instelling;
- de financiële balans en het activiteitenverslag van de drie jaren die aan de indiening van de aanvraag voorafgaan;
- de documenten waaruit blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden met betrekking tot het type van dienst waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

Art. 18. De bevoegde Administratie onderzoekt de aanvraag en, binnen de maand van de ontvangst van de aanvraag, deelt het dossier alsook haar voorstel, voor advies, aan de Cel mede. Indien de Cel binnen een termijn van vier maanden na de ontvangst van het dossier haar advies niet heeft gegeven, dan wordt het voorstel van de Administratie als geodokeurd beschouwd.

Wanneer de bevoegde Administratie en/of de Cel een met redenen omkleed voorstel van weigering of intrekking van de erkenning doen, brengt de Administratie de instelling ervan op de hoogte dat deze over een termijn van een maand beschikt om een verantwoordingsmemorie in te dienen bij haar of bij de Cel.

Binnen de zes maanden na de aanvraag om advies, deelt de bevoegde Administratie haar voorstel, alsmede het advies van de Cel en de eventuele verantwoordingsmemorie, voor beslissing aan de Minister mede.

Art. 19. De erkenning kan worden ingetrokken, volgens een procedure die lijkt op de procedure voor de toekenning van de erkenning, ingeval de instelling niet meer alle voorwaarden vervult die in de artikelen 9, 12 en 15 bepaald zijn of die bij haar erkenning worden vastgesteld.

De Minister geeft bij aangetekende brief kennis van de met redenen omklede beslissing tot intrekking van de erkenning. In geval van intrekking van de erkenning, wordt de toelage niet meer toegekend vanaf de 6e maand na die van de kennisgeving bij aangetekende brief.

HOOFDSTUK V. — *Toekenning van toelagen voor programma's inzake gezondheidsopvoeding*

Afdeling 1. — De actieprogramma's inzake gezondheidsopvoeding

Art. 20. Om voor een toelage in aanmerking te komen, moet elk actieprogramma inzake gezondheidsopvoeding voldoen aan de volgende voorwaarden :

- door een rechtspersoon georganiseerd worden;
- op touw worden gezet ten voordele van het geheel of een deel van de bevolking van de Franse Gemeenschap;
- in een voornaamste behoefte voorzien en beantwoorden aan de prioriteiten die door de Minister worden vastgesteld en door de Cel nader worden bepaald;
- begrotingsvooruitzichten voorstellen alsook een activiteitenplan met vermelding van de algemene doelstellingen, de operationele doelstellingen en de planning van het programma;
- niet hetzelfde voorstellen als een reeds bestaand programma;
- samenwerken met de erkende diensten voor opvoeders;
- in een evaluatie van het programma voorzien;
- op het einde van het programma, een activiteitenverslag in vijf exemplaren voorstellen en de uitslagen van de actie in de vorm van een beknopt verslag voor de onmiddellijke informatie van de betrokken instellingen openbaar maken.

Art. 21. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Minister toelagen aan de instellingen toekennen om de actieprogramma's inzake gezondheidsopvoeding te verwezenlijken.

Afdeling 2. — De onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding

Art. 22. De onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding moeten aan de bepaalde beleidsvormen inzake gezondheidsopvoeding beantwoorden en dus de prioritaire programma's ondersteunen die met deze beleidsvormen overeenstemmen.

Naats de proefprogramma's alsook de in de actieprogramma's bedoelde evaluaties, kunnen de volgende typen van onderzoeksprogramma's op touw worden gezet :

- het onderzoek dat de strategieën of methoden met elkaar vergelijkt;
- het onderzoek inzake ontwikkeling van beleidsvormen of inzake opleidingscurriculum;
- de onderzoekingen naar de behoeften of de kennis van bevolkingsgroepen.

Art. 23. Om voor een toelage in aanmerking te komen, moet elk onderzoeksprogramma inzake gezondheidsopvoeding voldoen aan de volgende voorwaarden :

- door een rechtspersoon georganiseerd worden,
- het geheel of een deel van de bevolking van de Franse Gemeenschap aangaan;
- in een voornaamste behoefte voorzien en beantwoorden aan de prioriteiten die door de Minister worden vastgesteld en door de Cel nader worden bepaald;
- begrotingsvooruitzichten voorstellen alsook een onderzoeksprotocol dat het onderzoeksobject, de onderzoeksdoelstellingen en -methoden rechtvaardigt op grond van verwijzingen naar wetenschappelijke studies. De planning van het onderzoek samen met een beknopt verslag van dat protocol voorstellen;
- op het einde van het programma, een onderzoeksverslag in vijf exemplaren voorstellen en de uitslagen van het onderzoek in de vorm van een beknopt verslag voor de onmiddellijke informatie van de betrokken instellingen openbaar maken.

Art. 24. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, zonder echter 10 % van de totale begroting voor gezondheidsopvoeding te overschrijden, kan de Minister toelagen aan de instellingen toekennen, om de onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding te verwezenlijken.

Afdeling 3. — Procedure voor de toekenning van toelagen voor actie- of onderzoeksprogramma's

Art. 25. Elke aanvraag om toelage voor een programma moet worden gericht aan de Minister en aan de Algemene Directie van Gezondheid van de Franse Gemeenschap.

Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om toelage samen worden ingediend met elk document waaruit blijkt dat voldaan is aan de voorwaarden die betrekking hebben tot het type van programma waarvoor een toelage wordt aangevraagd.

De bevoegde Administratie onderzoekt de aanvraag en, binnen een termijn van veertien dagen, deelt het dossier alsook haar voorstel, voor advies, aan de Cel mede. Indien de Cel binnen een termijn van een maand na de ontvangst van het dossier haar advies niet heeft gegeven, dan wordt het voorstel van de Administratie als goedgekeurd beschouwd.

Binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van de aanvraag om advies, deelt de bevoegde Administratie haar voorstel, alsmede het door de Cel eventueel uitgebrachte advies, voor beslissing, aan de Minister mede.

HOOFDSTUK VI. — De begeleidingscomités

Art. 26. Voor elke dienst of elk programma voor gezondheidsopvoeding wordt een begeleidingscomité opgericht dat als opdracht heeft het verrichte werk te evalueren en te zorgen voor de samenhang van de nagejaagde doelstellingen en de middelen die volgens het activiteitenplan in het werk worden gesteld.

Dit comité is samengesteld uit twee vertegenwoordigers van de Minister, waarvan een vertegenwoordiger van de administratieve dienst, belast met gezondheidsopvoeding, uit een vertegenwoordiger van het Secretariaat-Generaal, uit de Inspecteur van Financiën alsook uit een vertegenwoordiger van de Cel.

Het verslag van het begeleidingscomité wordt aan de Minister en aan de Cel overgezonden.

HOOFDSTUK VII. — De toelagen

Art. 27. De toelagen voor de diensten voor gezondheidsopvoeding worden uitbetaald in de vorm van trimestriële voorschotten gelijk aan een vierde van 90 % van de toegekende toelage. De uitbetaling van het saldo zal na overlegging van de ontvangsten- en uitgavenrekeningen met betrekking tot deze toelage geschieden.

De toelage toegekend aan de diensten voor gezondheidsopvoeding is bestemd voor het dekken van de personeels- en werkingskosten. Deze toelage kan eveneens kosten van studiereizen, uitrusting en duurzaam materieel dekken, mits voorafgaand akkoord van de Minister wanneer de uitgave 100 000 frank overschrijdt.

De diensten voor gezondheidsopvoeding alsook de instellingen belast met een actie- of onderzoeksprogramma moeten zich ertoe verbinden :

— Een exploitatiebalans en -rekening jaarlijks overleggen om de financiële controle mogelijk te maken volgens modaliteiten die door de Executieve vast te stellen zijn op voorstel van de bevoegde Minister.

— Aanvaarden dat de diensten van de Minister de comptabiliteit nazien en dat ze controleren of de activiteiten voldoen aan de voorwaarden voor de erkenning van de dienst of de aanvaarding van het programma.

HOOFDSTUK VIII. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 28. Tussen 1 januari 1989 en 31 december 1990, voert het centraal secretariaat van de FARES voorlopig de opdrachten van het Communautair Coördinatiecentrum uit. De sectoriële commissies van de FARES voeren voorlopig de opdrachten van de plaatselijke coördinatiecommissies voor gezondheidsopvoeding uit. Deze opdrachten worden uitgevoerd binnen de perken van de begrotingskredieten die hun worden toegekend krachtens de bestaande reglementering.

De instellingen die wensen als Communautair Coördinatiecentrum of als plaatselijke coördinatiecommissies voor gezondheidsopvoeding te worden erkend, moeten zich doen kennen en hun kandidatuur dossier vóór 31 maart 1990 indienen.

Overeenkomst de in artikel 18 bepaalde procedure, erkent de Minister vóór 30 september 1990 de instellingen die de opdrachten van het Communautair Coördinatiecentrum en van de plaatselijke coördinatiecommissies voor gezondheidsopvoeding zullen uitvoeren. De erkenning van deze instellingen heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991. De financiering van deze diensten zal voortkomen uit de herstructurering van de instellingen voor tuberculosepreventie die onder de FARES en/of de provincies ressorteren.

Art. 29. In afwijking van de hierboven bedoelde erkenningsmodaliteiten, worden de diensten voor gezondheidsopvoeding die in bijlage van dit besluit opgenomen zijn, van rechtswege erkend. Deze instellingen moeten vóór 30 juni 1989 de verslagen voorstellen waarvan sprake in artikel 15 van dit besluit. Indien de instelling deze formaliteit niet vervult, wordt ze geacht de erkenning te weigeren en wordt ze verplicht aan de Franse Gemeenschap de eventueel ontvangen bedragen terug te betalen.

Art. 30. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 juni 1987 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van verenigingen of instellingen die zich bezighouden met de preventie van het Verworven Immunitetsdeficiëntie-Syndroom (A.I.D.S.) wordt opgeheven.

In afwijking van artikel 7 van dit besluit, voert de AIDS-permanente cel uitzonderlijk de opdrachten van de Cel uit, voor een vernieuwbare periode van een jaar, op het gebied van AIDS, met uitzondering van de adviezen en procedures met betrekking tot de erkenning en de toekenning van toelagen aan de diensten voor gezondheidsopvoeding.

Art. 31. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1989.

Brussel, 8 november 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve,
De Minister van Gezondheid en van Sociale Zaken,
C. PICQUE

Bijlage van het besluit houdende oprichting van de Permanente Cel voor gezondheidsopvoeding en betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan diensten voor gezondheidsopvoeding alsook betreffende de toekenning van toelagen voor actie- of onderzoeksprogramma's inzake gezondheidsopvoeding

Als diensten voor opvoeders worden erkend :

* De « *Equipe Education et Promotion Santé de l'Ecole de Santé publique de l'Université Libre de Bruxelles* », die als opdracht heeft te zorgen voor de coördinatie van een interuniversitaire ploeg belast met het beheer van de « *Service banque de données en éducation pour la santé* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— sociologische, epidemiologische, economische en andere gegevens verzamelen die nuttig zijn voor de gezondheidsopvoeding;

— de pertinentste gegevens bekendmaken;

— aan de instellingen die werkzaam zijn op het gebied van gezondheidsopvoeding gegevens verstrekken die nuttig zijn voor hun actie.

* Het « *Réseau des Enseignements en Santé Ouverts aux adultes de la Faculté de Médecine de l'Université Catholique de Louvain* », dat als opdracht heeft te zorgen voor de coördinatie van een interuniversitaire ploeg belast met het beheer van de « *Service de documentation en éducation pour la santé* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de documentaire gegevens inzake gezondheidsopvoeding verzamelen en beheren, inzonderheid lijsten van de adressen van instellingen, bibliografieën, opvoedingsprogramma's en -materieel;

— een gedecentraliseerd net organiseren dat de gebruikers de rechtstreekse toegang tot de kaartsystemen verleent.

* De « *Association pour la Promotion de l'Education pour la Santé* », die als opdracht heeft te zorgen voor de coördinatie van een interuniversitaire ploeg belast met het beheer van de « *Service d'assistance en méthodologie et en évaluation en éducation pour la santé* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— een methodologische bijstand verlenen aan de instellingen die werkzaam zijn op het gebied van gezondheidsopvoeding, met voorrang aan de programma's voor de gehele Gemeenschappen en aan de programma's die een experimenteel karakter hebben;

— de uitslagen van de evaluaties bekendmaken, voor zover ze ook voor anderen nuttig kunnen zijn;

— zich bezighouden met de opleiding voor methodologie en evaluatie (publikaties, studiedagen, ...).

* Het *Belgische Rode Kruis*, dat als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van de « *Service jeunes en âge scolaire* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— het interthematiese overleg bevorderen tussen groepen en/of personen die zich tot leerplichtige jongeren richten;

— een logistische hulp verlenen aan de structuren en de instellingen voor gezondheidsopvoeding die zich tot leerplichtige jongeren wensen te richten;

— een kaartsysteem van tussenpersonen bijhouden, inzonderheid van leerkrachten, schoolverpleegkundigen, animators van jeugdbewegingen, van sportclubs, ...

* De « *Office de la Naissance et de l'Enfance* », die als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van de « *Service petite enfance* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— het interthematiese overleg tussen groepen en/of personen bevorderen die zich richten tot aanstaande en jonge ouders en tot kinderen die de leerplichtige leeftijd nog niet hebben bereikt;

— een logistische hulp verlenen aan de instellingen voor gezondheidsopvoeding die zich wensen te richten tot aanstaande en jonge ouders en tot kinderen die de leerplichtige leeftijd nog niet hebben bereikt;

— een kaartsysteem van tussenpersonen op het gebied van kleine kinderen bijhouden, inzonderheid van gezondheidswerkers, maatschappelijke werkers, ...

De begroting van deze dienst wordt op de globale begroting van de O.N.E. aangerekend.

* Het *Nationaal Verbond van Socialistische Mutualiteiten*, dat als opdracht heeft te zorgen voor het medebeheer van een cel voor coördinatie tussen mutualiteiten, belast met :

1. het beheer van de « *Service d'assistance à la création de groupes d'entraide* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de oprichting bevorderen van experimentele groepen voor onderlinge hulp en deze evalueren;

— een methodologische hulp verlenen aan de instellingen die de oprichting van groepen wensen aan te moedigen;

— een kaartsysteem bijhouden met vermelding van groepen voor onderlinge hulp, animators, opleiders, enz...;

2. het beheer van de « *Service de diffusion à l'intention des relais sociaux* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— een document uitgeven en verspreiden met opgave van de activiteiten voor gezondheidsopvoeding die maandelijks worden georganiseerd en met opgave van de datums waarop ze worden georganiseerd;

— een driemaandelijks tijdschrift uitgeven en verspreiden dat gespecialiseerd is in gezondheidsopvoeding en dat bestemd is voor een publiek dat als tussenpersoon werkt (gemeenten, leerkrachten, opvoeders, gezondheidspersoneel...);

— actieprogramma's selecteren, uitgeven en verspreiden die klaar zijn om te worden uitgevoerd door tussenpersonen (gemeenten, leerkrachten, opvoeders, gezondheidspersoneel...).

* De *Landsbond der Christelijke Mutualiteiten*, die als opdracht heeft te zorgen voor het medebeheer van een cel voor coördinatie tussen mutualiteiten, belast met :

1. het beheer van de « *Service d'assistance à la création de groupes d'entraide* ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de oprichting bevorderen van experimentele groepen voor onderlinge hulp en deze evalueren;

— een methodologische hulp verlenen aan de instellingen die de oprichting van groepen wensen aan te moedigen;

— een kaartsysteem bijhouden met vermelding van groepen voor onderlinge hulp, animators, opleiders, enz...;

2. het beheer van de « Service de diffusion à l'intention des relais sociaux ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— een document uitgeven en verspreiden met opgave van de activiteiten voor gezondheidsopvoeding die maandelijks worden georganiseerd en met opgave van de datums waarop ze worden georganiseerd;

— een driemaandelijks tijdschrift uitgeven en verspreiden dat gespecialiseerd is in gezondheidsopvoeding en dat bestemd is voor een publiek dat als tussenpersoon werkt (gemeenten, leerkrachten, opvoeders, gezondheidspersoneel...);

— actieprogramma's selecteren, uitgeven en verspreiden die klaar zijn om te worden uitgevoerd door tussenpersonen (gemeenten, leerkrachten, opvoeders, gezondheidspersoneel...).

* De « Médiathèque de la Communauté française de Belgique », die als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van « Service communication audio-visuelle en éducation pour la santé ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— een verzameling audio-visuele en informaticadocumenten voor pedagogische doeleinden beheren en verspreiden en deze ter beschikking van de instellingen of personen stellen. De catalogus van deze verzameling uitgeven;

— pedagogische boekjes uitgeven en verspreiden die de audio-visuele documenten aanvullen;

— een verzameling spots voor gezondheidsopvoeding beheren en verspreiden;

— ten minste 1/5 van zijn begroting besteden voor steun aan de produktie, de aankoop, de adaptatie, de auteursrechten, van documenten die in de behoeften van de gebruikers voorzien.

* « Question Santé », die als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van de « Service communication mass media ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— hulp verlenen aan instellingen voor gezondheidsopvoeding die massacommunicatiemiddelen wensen aan te wenden;

— een kaartsysteem bijhouden met opgave van de namen van journalisten, grafisten, drukkers, regisseurs, scenarioschrijvers, acteurs, enz...;

— het interthematische overleg bevorderen tussen groepen en/of personen die zich tot volwassenen richten.

* Het « CCAD », dat als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van de « Service de coordination de la prévention des assuétudes ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de coördinatie bevorderen tussen groepen en/of personen die op dat gebied werken;

— in samenwerking met de communautaire diensten gespecialiseerd in communicatie en methodologie, pedagogische werkgroepen, aangepast aan de verschillende doelgroepen, ter beschikking stellen van de personen die op dat gebied werkzaam zijn, en hun de geschikteste pedagogische middelen aanbevelen. Zo nodig, moeten deze middelen opgericht worden of moet de oprichting ervan aangemoedigd worden;

— samenwerken met de « Service banque de données » en de « Service de documentation » om de gespecialiseerde gegevens en documenten in te zamelen en te verspreiden.

* « Educa-Santé », die als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van de « Service de coordination de la prévention des accidents domestiques ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de coördinatie bevorderen tussen groepen en/of personen die op dat gebied werken;

— in samenwerking met de communautaire diensten gespecialiseerd in communicatie en methodologie, pedagogische werkgroepen, aangepast aan de verschillende doelgroepen, ter beschikking stellen van de personen die op dat gebied werkzaam zijn, en hun de geschikteste pedagogische middelen aanbevelen. Zo nodig, moeten deze middelen opgericht worden of moet de oprichting ervan aangemoedigd worden;

— samenwerken met de « Service banque de données » en de « Service de documentation » om de gespecialiseerde gegevens en documenten in te zamelen en te verspreiden.

* Het « ICAN », dat als opdracht heeft te zorgen voor het beheer van de « Service de coordination-Alimentation ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de coördinatie bevorderen tussen groepen en/of personen die op dat gebied werkzaam zijn;

— in samenwerking met de communautaire diensten gespecialiseerd in communicatie en methodologie, pedagogische werkgroepen, aangepast aan de verschillende doelgroepen, ter beschikking stellen van de personen die op dat gebied werkzaam zijn, en hun de geschikteste pedagogische middelen aanbevelen. Zo nodig, moeten deze middelen opgericht worden of moet de oprichting ervan aangemoedigd worden;

— samenwerken met de « Service banque de données » en de « Service de documentation » om de gespecialiseerde gegevens en documenten in te zamelen en te verspreiden.

* « Promocoop », die als opdracht heeft te zorgen voor de coördinatie van een cel waarvan de consumentenverenigingen en de apothekersverenigingen deel uitmaken, belast met het beheer van de « Service thématique Bon usage du médicament ». Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— de coördinatie bevorderen tussen groepen en/of personen die op dat gebied werkzaam zijn;

— in samenwerking met de communautaire diensten gespecialiseerd in communicatie en methodologie, pedagogische werkgroepen, aangepast aan de verschillende doelgroepen, ter beschikking stellen van de personen die op dat gebied werkzaam zijn, en hun de geschikteste pedagogische middelen aanbevelen. Zo nodig, moeten deze middelen opgericht worden of moet de oprichting ervan aangemoedigd worden;

— samenwerken met de « Service banque de données » en de « Service de documentation » om de gespecialiseerde gegevens en documenten in te zamelen en te verspreiden.

* Het « Centre d'Education du Patient », dat als opdracht heeft te zorgen voor de coördinatie van een ploeg die bestaat uit de diensten belast met de verzorging van patiënten in het ziekenhuis of thuis. Deze dienst zal inzonderheid de volgende opdrachten hebben :

— het interthematische overleg bevorderen tussen groepen en/of personen die zich tot patiënten richten;

— een logistieke hulp verlenen aan de instellingen voor gezondheidsopvoeding die zich wensen te richten tot patiënten die in het ziekenhuis of thuis worden verzorgd;

— een kaartsysteem bijhouden met opgave van de namen van tussenpersonen.

Brussel, 8 november 1988.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :

De Minister van Gezondheid en van Sociale Zaken,

C. PICQUE